Zeitschrift: Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte = Société Suisse d'Histoire Economique et Sociale

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte

Band: 22 (2007)

Artikel: Introduction

Autor: Gilomen, Hans-Jörg / Müller, Margrit / Tissot, Laurent

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-871860

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Hans-Jörg Gilomen, Margrit Müller, Laurent Tissot
(Traduction: Béatrice Veyrassat)

Introduction

Depuis quelque temps, les services et leur apport à la croissance économique des pays développés retiennent une attention soutenue. Plutôt négligé par la recherche historique en Suisse, ce secteur de l'économie est placé au centre de cet ouvrage. Il est vrai que l'industrie forme encore une base importante du développement et que l'amélioration de sa productivité contribue d'une manière substantielle à la croissance globale. Cependant la progressive *tertiarisation* de l'économie s'accompagne d'une tendance à la *désindustrialisation*. En Suisse, la part de l'industrie dans le produit intérieur brut a en effet chuté de quelque 40% en 1960 à 27% en 2002, tandis que celle des services augmentait de 53% à 72%. Quant au secteur primaire, il a vu se réduire sa part, déjà très modeste de 6,6%, à 1,3%. Dans le même temps, la part de l'industrie dans le total de la population active a diminué de 50% à 25%, tandis que celle du tertiaire s'élevait de 38% à 70%. De 1851 à 1910, la contribution des deux secteurs au PIB a toutefois augmenté de manière similaire. Pour la période de 1920 à 1950, nous ne disposons malheureusement d'aucune donnée, mais les chiffres de l'emploi indiquent une stagnation relative dans le secondaire et un accroissement de la part des travailleurs dans le tertiaire (tab. 1). Si nous comparons ces chiffres avec ceux d'autres pays, tels qu'ils figurent dans la contribution d'Albert Carreras, nous constatons qu'en Suisse, jusqu'en 1930, la part de l'emploi dans les services est légèrement plus élevée qu'en Suède et en Espagne, mais nettement plus basse qu'en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Dans la seconde moitié du 20e siècle, des proportions semblables à celles de la Suède ou des Etats-Unis ne seront atteintes qu'à la fin de cette période. Quant à la part des services au PIB, elle est en Suisse clairement inférieure de 1850 à 1920, mais plus élevée à partir de 1960.
Une analyse du commerce extérieur, si important pour une petite économie ouverte, doit relativiser l'idée que la production industrielle en Suisse appartient à un secteur régressif. Il est vrai que les exportations et importations de services s'accroissent, mais elles ne représentent aujourd'hui comme hier qu'une petite partie du commerce extérieur total (tab. 2).

Tab. 1: *Part des secteurs secondaire et tertiaire au PIB nominal et répartition sectorielle de la population active, 1851–2000*

Année	Industrie/PIB	Services/PIB	Population active (%)	
	(%)	(%)	Industrie	Services
1851	28	26		
1860	32	25		
1870	32	27		
1880	33	31		
1888	34	33	41	22
1900	39	33	44	25
1910	39	35	44	29
1920			43	31
1930			44	35
1940			43	35
1950			46	37
1960	40	53	50	38
1970	42	54	48	44
1980	35	61	39	54
1990	34	63	30	61
2000	27	72	26	70

Sources: Calculs d'après: PIB: Online-Datenbasis zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte der Schweiz, Tab. Q.1b, Q.2; Office fédéral de la statistique (OFS), Comptes nationaux, Comptes de productions selon les secteurs économiques. Population active: Online-Datenbasis zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte der Schweiz, Tab. F.02; OFS, Statistique de la population active occupée (SPAO).

La tendance à la progression des services s'explique, d'une part, par une accentuation de la division internationale du travail à la suite d'une croissante intégration de l'économie mondiale. Alors que les biens agricoles ou manufacturiers sont produits dans les pays qui possèdent des conditions locales plus avantageuses, les entreprises des économies très développées se spécialisent de plus en plus dans la prestation de ceux des services qui y font l'objet d'une demande accrue du fait de l'élévation des revenus ou dans les services incorporant un haut niveau de technologie et de compétences. D'autre part, le changement structurel est

Tab. 2: *Parts au commerce extérieur, 1950–2000*

Année	Exportations/PIB (%)		Importations/PIB (%)	
	Marchandises	Services	Marchandises	Services
1950	20	5	23	2
1960	22	7	26	2
1970	24	8	31	3
1980	29	8	36	4
1990	28	9	31	4
2000	34	13	35	6

Sources: Calculs d'après: PIB: Selon Tab. 1. Exportations et importations de marchandises: Online-Datenbasis zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte der Schweiz, Tab. L.3; Office fédéral de la statistique (éd.), *Annuaire statistique de la Suisse,* Zurich 1995 et 2002. Exportations et importations de services: BNS, *Bulletin mensuel de statistiques économiques,* octobre 2006, Tab. O1 M1 A, O1 M2 A.

ramené à une nouvelle «économie du savoir» et est comparé avec la transition, au 19e siècle, d'une société agricole à une société industrielle. La première et la deuxième révolution industrielle ont entraîné un transfert massif des activités de l'agriculture vers l'industrie. La troisième révolution, «informationnelle», entraîne avant tout la perte de nombreuses places de travail dans le secteur industriel. Il est encore difficile de savoir si cette disparition d'emplois pourra être complètement compensée par la création d'emplois dans le secteur des services. Quiconque se réfère à une théorie des «étapes de la croissance»,[1] risque bien de ne pas voir les interdépendances entre secteurs: le tertiaire non seulement connaît une expansion mais encore une transformation sous l'influence du changement technique et social. Des services sont fréquemment fournis pour des entreprises industrielles et dépendent ainsi du développement des branches du secondaire. Et dans l'entreprise industrielle elle-même, production et services sont imbriqués: biens physiques et services liés font partie de l'offre (par exemple, solution de problèmes dans le domaine du traitement informatique, contrats de services, etc.).

La mesure de l'ampleur et une analyse des effets de la tertiarisation sont rendues difficiles par le fait que les services sont une catégorie de prestations marchandes encore largement négligée par l'histoire économique, hormis quelques notables exceptions comme les activités commerciales, financières et dans le champ des transports. Ces domaines de prestations ont été interprétés comme une conséquence

de l'industrialisation et non comme une des conditions de développements au sein du secteur industriel, tandis qu'au Bas Moyen Age les affaires de crédit étaient étroitement liées aux besoins financiers des princes et des villes, comme aussi au négoce et surtout à l'expansion de la consommation. Au Haut Moyen Age, la consommation de biens de luxe des seigneurs et de citadins a été décisive pour l'essor du commerce de longue distance; l'émergence de régions de productions spécialisées, par exemple dans les toiles de laine et de lin ou dans les objets de métal (armes!), comme aussi dans des produits agricoles (élevage, fruits, *cash crops* tels chanvre et lin) a donné de fortes impulsions aux échanges interrégionaux, entraînant des transformations importantes dans les transports (types de navires, tarifs des marchandises, assurances).

Dans sa contribution introductive au présent volume, *Albert Carreras* explique que si la recherche a négligé le domaine des services, cela tient d'une part à des problèmes de définition et de quantification des services, d'autre part aux préjugés d'historiens de l'économie considérant les services comme des «prestations improductives». Cette manière de voir fut aussi celle d'Adam Smith, le fondateur de la science économique moderne. Elle a marqué par la suite la théorie économique marxiste. Et ce n'est que relativement tard, c'est-à-dire surtout depuis le milieu du 20e siècle, que la recherche en histoire économique a bénéficié d'une influence accrue de l'économie néo-classique qui, dans sa conception de l'économie de marché, comprenait comme équivalentes et également utiles les contributions des services et des productions matérielles au produit global. Ce fut essentiellement un champ d'étude de la «cliométrie» et cette direction de la recherche, fondée sur des méthodes quantitatives, rencontra des difficultés presque insolubles pour saisir en grandeurs mesurables les services. A cela s'ajoute le fait que l'appréhension statistique des services, dans le cadre de la comptabilité nationale, est limitée à des transactions de marché. Cela vaut aussi pour les prestations des secteurs primaire et secondaire – il est à remarquer toutefois que, dans la sphère des services, la part des prestations non marchandes est particulièrement élevée (autosuffisance des ménages ou offre de biens d'utilité publique).

Aussi les services n'ont-ils été considérés que sous l'angle d'investigations empiriques, et de manière lacunaire, car il s'agit là d'une catégorie de biens encore à peine analysée sur le plan théorique.[2] Comme l'observent plusieur-e-s contributeurs et contributrices de ce volume, il n'existe pas de définition de ce qu'il faut entendre par services, qui soit acceptée de tous (voir surtout les contributions d'*Albert Carreras ainsi que de Dirk Drechsel et Ulrich Woitek)*. Les services sont compris comme une «catégorie résiduelle» qui comprend tous les domaines de l'économie qui ne sont pas comptabilisés dans le secteur primaire (agriculture, exploitation minière) ou dans le secteur secondaire (industrie et artisanat). A cela s'ajoutent toutes les formes de commerce (y compris les services de location,

d'intermédiaires, de commercialisation et de distribution); les services financiers et les assurances; les transports et les prestations relatives à la circulation; les services des bureaux d'architecture et d'ingénieurs ou ceux de laboratoires médicaux; les prestations publiques et privées de la recherche et développement; tous les domaines qui ont affaire au traitement et à la communication de données; la gestion et l'administration (aussi bien dans les entreprises privées que publiques); le tourisme (y compris l'hôtellerie et la restauration), toutes les formes de divertissement; l'ensemble du secteur, privé et public, de la formation et de la santé; les services de conseils, de prise en charge et les services domestiques.

Il n'est guère facile de trouver un point commun entre des domaines aussi différents. On pourrait, par exemple, faire valoir le fait que, contrairement à la production et à la transformation de biens physiques, l'interaction entre individus, en particulier la transmission de savoirs – l'information et la communication donc – en est un aspect central. C'est pourquoi les branches des services sont décrites comme les *soft parts of the economy.* Au sein de ce secteur, on doit encore distinguer, en ce qui concerne leur utilisation, entre services proches de l'industrie et de l'entreprise ou orientés vers la consommation et, pour ce qui a trait aux prestataires de services, entre l'offre privée et l'offre publique.

L'emballement actuel de la «tertiarisation» de l'économie a suscité un intérêt accru de la recherche en histoire économique pour les services, lui faisant découvrir l'importance du rôle qu'ils jouèrent déjà plus anciennement. Ainsi les sociétés agraires nécessitaient des services. Au Moyen Age déjà, un secteur «tertiaire» a pris forme et s'est considérablement développé dans les domaines du négoce, des transports et dans les relations de paiement et de crédit. Mais en règle générale il restait lié à la production. De nombreuses nouveautés se firent jour: le tarif de transport échelonné d'après la valeur des marchandises, l'assurance, le transfert de fonds sans espèces (lettres de change, une première forme de monnaie fiduciaire), les opérations de compensation (clearing) aux foire internationales, la gestion de comptes courants en banque, ce qui permettait déjà la création de monnaie scripturale. On pourrait évoquer encore de nouvelles formes de participation du capital à la production (Verlagsystem, actions maritimes et minières négociées en bourse). Bref, autant d'innovations qui contribuèrent dès le Bas Moyen Age à la spécialisation toujours plus accusée dans les services d'entreprises, auparavant actives autant dans le commerce au loin que dans la production de marchandises (toiles, métaux, alun, safran, etc.). Ainsi furent jetés les premiers fondements d'une division internationale du travail. Les problèmes de communication dans le commerce ont mené à l'établissement de relations postales régulières et fait apparaître des professions nouvelles comme celles de courtier ou d'administrateur financier (financier gentilhomme). La lente disparition des armées féodales et des milices de bourgeois des villes a créé un marché pour des entrepreneurs mercenaires.

Tandis que jusqu'au 19e siècle les entrepreneurs se spécialisaient dans la production ou dans la fourniture de services, il s'est produit au cours de l'industrialisation une intégration dans la seule et même entreprise des activités productives et de service. De nouvelles formes de services sont apparues, en particulier dans le domaine des communications, du marketing et de la recherche, mais aussi dans celui de la consommation privée. Parallèlement à la croissance de l'emploi féminin, à l'augmentation générale des revenus et à la diminution du temps de travail, s'est développée une demande pour de nouvelles catégories de services. Dans le même temps, les biens industriels devenaient toujours plus complexes. Pour leur acquisition, leur utilisation et leur destruction une multitude de services furent requis. En outre, promus par un renforcement de l'esprit communautaire et associatif, de nouveaux services collectifs se sont développés. Ceux-ci peuvent être compris aussi bien comme une contribution préalable à de nouvelles formes de production dans le primaire et le secondaire que comme leur prolongement (formation scolaire, professionnelle, prestations sociales). Depuis une dizaine d'années, sous l'effet du processus de dérégulation et de privatisation, les formes revêtues par de tels services se sont encore modifiées. Nous constatons par ailleurs des discontinuités historiques au niveau de l'entreprise: une concentration sur les compétences de base et une externalisation de prestations de services jusque-là intégrées dans l'entreprise, si bien que celles-ci sont à nouveau saisies comme «services» par les statistiques. Cette tendance, qui témoignait du passage d'une société industrielle à une société de services, relève aussi, du moins en partie, d'un phénomène statistique: la part des services augmente parce que ceux-ci sont produits en quantité croissante comme prestations du marché (et non plus des ménages) et par des entreprises différenciées selon les secteurs.

Les différences de conditions locales entre les pays hautement industrialisés et les régions moins développées sont une raison supplémentaire et plausible pour expliquer la croissance relativement plus rapide des services dans les pays développés. De plus, tant les branches du secteur des services que celles du secteur industriel sont touchées par la globalisation: de nouvelles formes de services se font jour, notamment dans le domaine des communications, qui rendent possible le commerce international des services et facilitent l'échange d'autres biens. Et du fait des rapports de plus en plus étroits entre les services et les prestations d'autres secteurs de l'économie, il devient évident que la délocalisation industrielle à l'étranger sera suivie tôt ou tard par le déplacement de la recherche et développement. Si, dans une certaine région, le transport aérien est démantelé, cela aura des conséquences sur les fournisseurs industriels de cette branche. En raison de telles interdépendances, une politique économique axée unilatéralement sur le renforcement de la compétitivité internationale du secteur des services ne peut constituer un modèle pour le développement futur d'un pays.

Les contributions de ce volume touchent à plusieurs des champs de recherche évoqués plus haut.

- La *première partie* est centrée sur les interrelations entre les secteurs économiques et entre les développements de l'économie et de la société. Croissance et développement au sein du secteur productif vont de pair avec une demande accrue de prestations existantes et, souvent, de services nouveaux qui, à leur tour, ont des retombées sur le secteur productif et sur l'organisation des relations intersectorielles. De tels développements n'ont pas que des effets économiques, mais aussi sociaux et politiques, par exemple sur la division du travail entre hommes et femmes ou sur le rôle de soutien de l'Etat dans la mise à disposition de prestations d'infrastructure.
- Les contributions de la *deuxième partie* sont dévolues à la catégorie particulière des «services publics». Selon la conception que l'on se fait des tâches de l'Etat, les services peuvent être compris comme des «biens collectifs» ou des «biens publics». Les thèmes proposés sont la mise à disposition et la régulation de services dans les domaines de la communication, des transports, de la santé, de la police et dans le trafic des payements.
- Les contributions de la *troisième partie* se concentrent sur les liens entre services et production et diffusion de savoir. Sont abordées des thématiques telles que le soutien apporté aux premières recherches ethnologiques et aux œuvres missionnaires par des entreprises s'intéressant à des informations spécifiques à des fins économiques, le rôle particulier d'autorités administratives et, plus tard, de l'Etat en tant que promoteurs de la formation académique, de la recherche scientifique et comme garants de l'utilisation gratuite des savoirs mis à disposition.

C'est un des objectifs affirmés de la Société suisse d'Histoire économique et sociale que d'offrir, dans le cadre de sa Journée annuelle, à des historiens et historiennes – surtout aux jeunes chercheurs parmi eux – un forum ouvert à la présentation de leurs travaux, susceptible aussi de révéler de nouveaux champs d'intérêt et couvrant diverses époques. Certes, dans le présent volume, les contributions concernant les 19e et 20e siècles dominent. Mais les quelques contributions portant sur le Moyen Age montrent tout l'intérêt d'une perspective embrassant les siècles: il s'agit de repenser les définitions, comme par exemple la notion de «service public» (voir l'introduction à la deuxième partie de Laurent Tissot) ou de relever à quel point le terme, réducteur, de «prestations de marché» apparaît discutable pour des périodes anciennes (voir l'introduction à la troisième partie de Hans-Jörg Gilomen). Les services ne constituent pas une nouvelle catégorie de biens, mais ce sont des biens d'une espèce particulière, dont la signification pour le développement économique et social – en interaction avec d'autres secteurs – n'est encore guère étayée de connaissances sûres. Cet ouvrage, au travers de ses articles consacrés à diverses époques et à divers domaines, offre un aperçu du potentiel que recèle un tel centre d'intérêt et devrait susciter d'autres recherches.

Notes

1 On trouvera dans Hershlag, Zivi Yehuda, «Die Stadientheorie des wirtschaftlichen Wachstums in historischer Perspektive», in: Winkel, Harald, *Wirtschaftliche Entwicklung und sozialer Wandel* (Wege der Forschung, vol. CDXCIII), Darmstadt 1981, p. 66–96, une discussion des thèses énoncées à ce sujet par List, Marx, Schumpeter et Rostow. Ce dernier, tout particulièrement, a exercé une grande influence: Rostow, Walt W., *The Stages of Economic Growth,* Cambridge 1960, et Id. (éd.), *The Economics of Take-Off into Sustained Growth,* Cambridge 1963.

2 Rück, Hans R. G., *Dienstleistungen in der ökonomischen Theorie,* 1ère éd., Wiesbaden 2000, analyse l'utilisation du construit «services» de la théorie économique selon une perspective historique de 1750 à nos jours.